

Les comptes économiques en volume de 2016 à 2019

La présente publication est consacrée aux comptes économiques en volume de la période 2016 à 2019.

Elle porte sur le partage volume-prix des composantes du Produit Intérieur Brut (PIB) dans l'optique production et dans l'optique dépenses.

Dans l'optique production, le PIB est ventilé en vingt-deux (22) secteurs d'activité économique avec une agrégation en six (6) grands secteurs d'activités économiques :

- ✓ l'Agriculture ;
- ✓ Les Hydrocarbures ;
- ✓ L'Industrie ;
- ✓ Le BTPH y compris les Services et Travaux Publics Pétroliers (STPP) ;
- ✓ Les services marchands (transport et communication, hôtels-café-restaurants, commerce, services fournis aux entreprises et services fournis aux ménages) ;
- ✓ et les services non marchands composés pour l'essentiel des activités des Institutions Financières (IF) des Affaires Immobilières (AI) et de l'Administration Publique (AP).

Dans cette optique du PIB, ce sont les Valeurs Ajoutées (VA) sectorielles qui font l'objet d'un partage volume-prix.

Dans l'optique dépenses du PIB, le partage volume prix concerne :

- ✓ La Consommation Finale des Ménages (CFM) ;
- ✓ La Consommation Finale des Administrations Publiques (CFAP) ;
- ✓ La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) ;
- ✓ Les Exportations de Biens et Services ;
- ✓ Les Importations de Biens et Services.

Il est à noter que les valeurs nominales du PIB sur lesquelles porte le partage volume-Prix sont cohérentes avec celles déjà publiées dans les comptes économiques annuels. (Données statistiques N° 899).

Cette série d'équilibres ressources-emplois en volume et en prix ne constitue pas une série en prix constants d'une année de base mais une série exprimée en prix de l'année précédente et ce, conformément au Système de la Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN).

Directeur de la publication : Youcef BAZIZI

Ce numéro est élaboré par la Direction Technique chargée de la comptabilité nationale

Direction des publications et de la Diffusion – 8 & 10, Rue des Moussabiline – Alger 16000 ☎️: (021) 63 98 06

ONS (Siège) -Avenue Belkacemi Mohamed El Annasser - Alger 16.000 📠: (021) 77 78 38 📠: (021) 77 7830

ISSN 1111 - 5939 Prix = 40 DA août 2020 Site Web: <http://www.ons.dz> Courriel: ons@ons.dz dzstat@ons.dz

Principales tendances économiques en 2019

L'économie algérienne a réalisé une croissance de 0,8% en 2019. Cette croissance est en léger retrait par rapport à celle de 2018 (1,2%). La croissance en 2019 est positive malgré le contexte de déficit du compte courant de la balance des paiements, de baisse des réserves de change et également de baisse de la croissance dans le secteur des hydrocarbures .

La croissance a été tirée par les secteurs de l'agriculture, du Bâtiment-Travaux Publics et Hydraulique (BTPH y compris services et travaux publics pétroliers), de l'industrie et des services avec des accroissements respectifs de leurs valeurs ajoutées de 2,7%, 3,8%, 3,8% et 3,0%.

A l'inverse, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) hors hydrocarbures est plus élevé que celui du PIB mais en léger recul par rapport à 2018 puisqu'il passe de 3,0% en 2018 à 2,4% en 2019, ce qui dans le contexte de l'année 2019 constitue une performance appréciable.

Le PIB nominal passe de 20452,3 milliards de DA en 2018 à 20428,3 milliards de DA en 2019, soit une légère baisse de 0,1%.

En 2019, le déflateur du PIB connaît une baisse de 0,9% dans le sillage des fortes baisses de prix dans le secteur des hydrocarbures. Après la tendance nouvelle d'un déflateur du PIB positif, l'année 2019 révèle effectivement des baisses de prix internationaux et leurs impacts sur le niveau des déflateurs. De plus le caractère erratique de ces évolutions de prix donne la mesure des chocs auxquels est exposée l'économie.

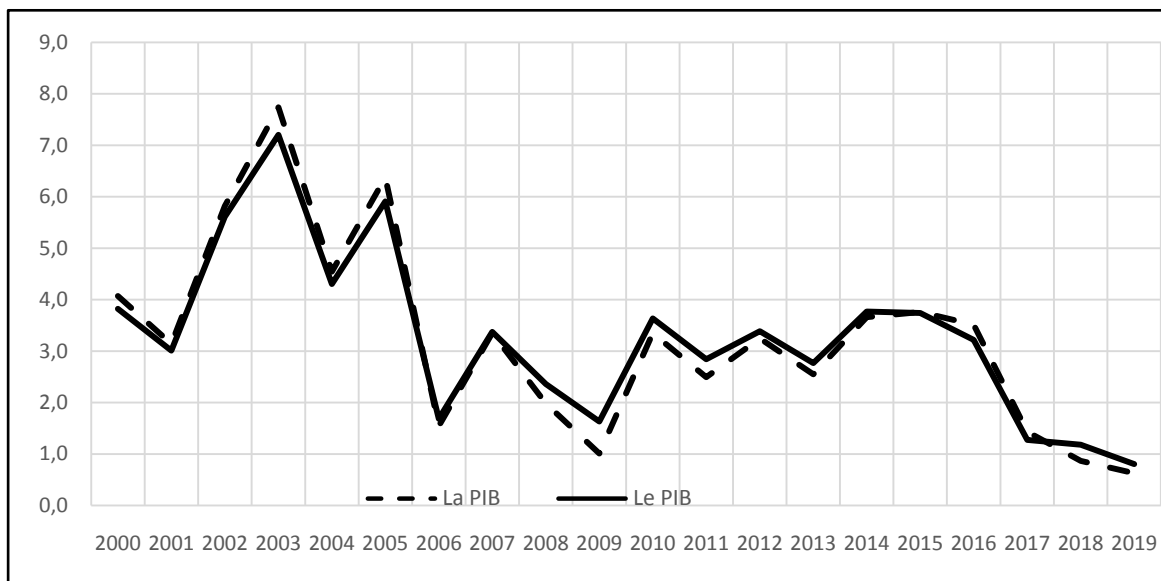
Pour illustrer cela, les variations des prix de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures ont été de -10,4% en 2016 par rapport à 2015, de +25,3% en 2017 par rapport à 2016, de +31,4% en 2018 par rapport à 2017 et de -7,8% en 2019 par rapport à 2018.

Par tête d'habitant (PIB per capita), le PIB passe de 4119,6 US\$ en 2018 à 3940,0 US \$ en 2019.

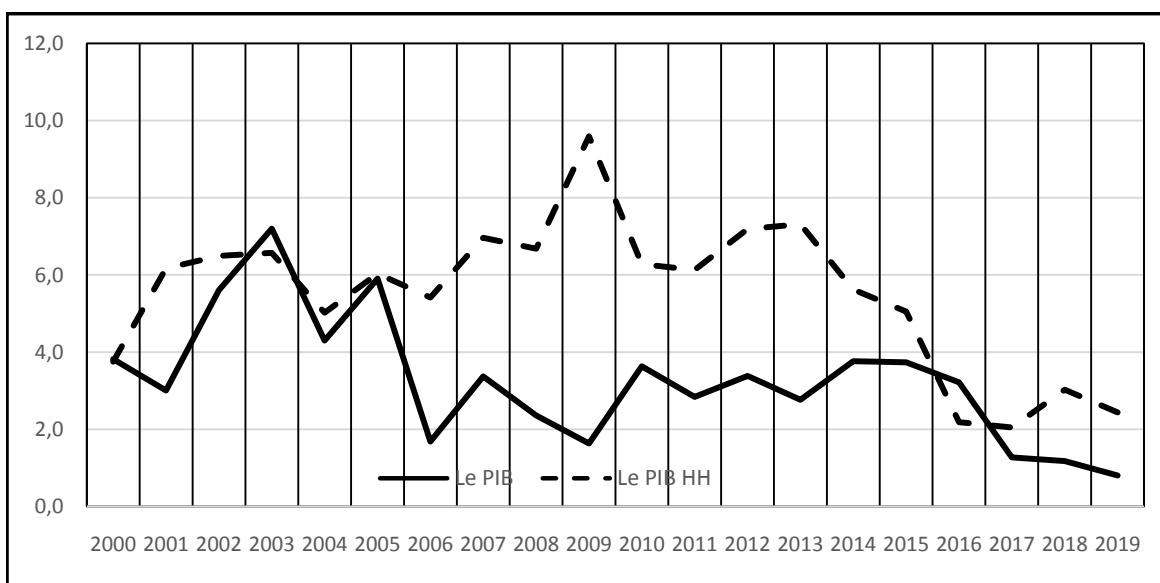
Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du taux d'accroissement (%) en volume du PIB, de la PIB et du PIB hors hydrocarbures (PIB_HH) sur la période 2016 à 2019 :

	2016	2017	2018	2019
La PIB	3,5	1,4	0,9	0,6
Le PIB	3,2	1,3	1,2	0,8
Le PIB hors hydrocarbures	2,2	2,0	3,0	2,4

Evolution du taux de croissance réel du PIB et de la PIB (en %)



Evolution du taux de croissance réel du PIB et du PIB Hors Hydrocarbures(en%)



I-L 'évolution des secteurs d'activité économique en 2019

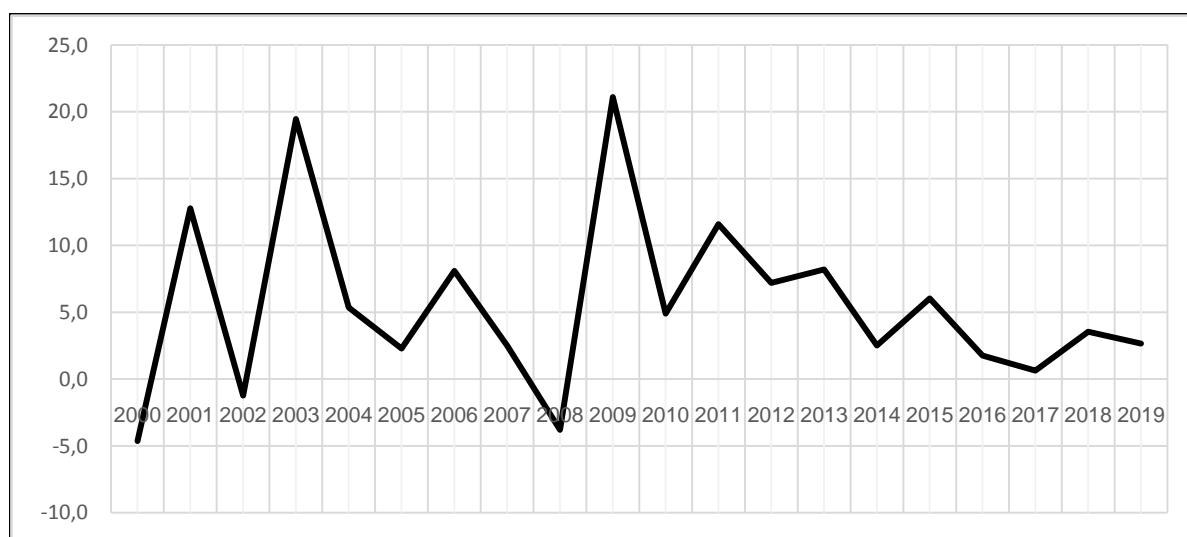
I.1 L'Agriculture

En 2019, le taux de croissance de l'agriculture est appréciable et se démarque des contreperformances des années 2016 et 2017. Ainsi, après une croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture de 3,5% en 2018, l'année 2019 reste sur un trend d'amélioration avec cependant un léger ralentissement avec une croissance de 2,7% soit 0,8 point de croissance en moins.

La production de céréales demeure importante en 2019 avec 56,3 millions de quintaux, bien qu'en baisse par rapport à 2018 qui était de 61 millions de quintaux.

La production végétale hors céréales affiche aussi un taux de croissance appréciable de 8,9% en 2019 contre 5,1% en 2018 et 0,4% en 2017. A l'inverse, la production animale enregistre des baisses de 0,9% en 2019, 1,2 % en 2018 contre une croissance positive de 0,3 % en 2017.

Evolution du taux d'accroissement en volume (en %) de la valeur ajoutée agricole sur la période 2000-2018.

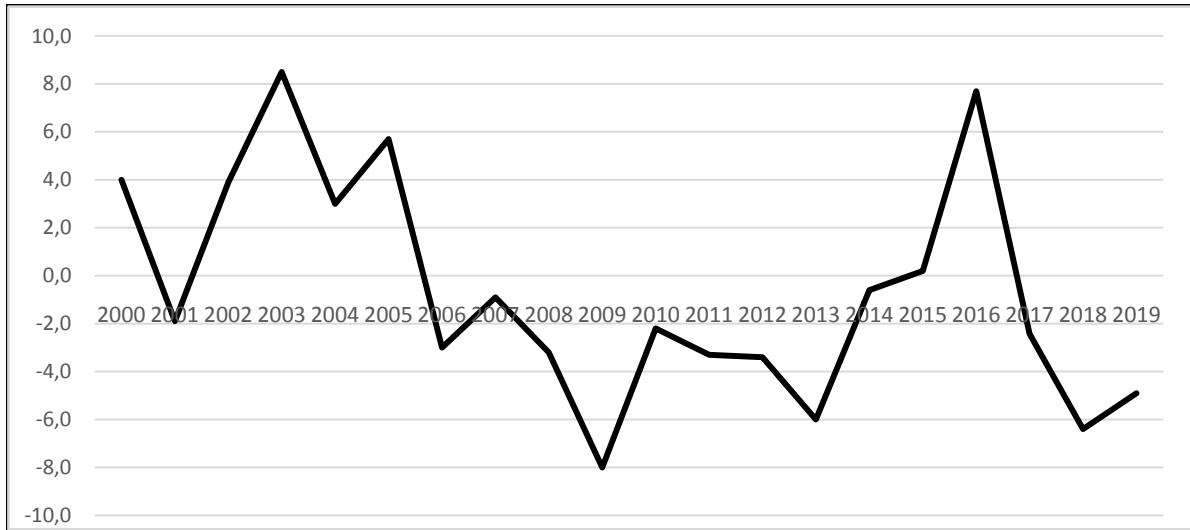


I.2 Les hydrocarbures

Après la forte reprise d'activité de 2016 (7,7%), le secteur des hydrocarbures s'est de nouveau caractérisé par des baisses d'activités dès 2017 encore plus marquées en 2018 et qui persistent en 2019 soit respectivement - 2,4% et -6,4% et -4,9%

L'observation des évolutions du secteur des hydrocarbures permet d'avoir la mesure des chocs extérieurs auxquels il est confronté et par extension l'économie globale du fait de la part importante qu'il représente dans le PIB.

Evolution du taux d'accroissement en volume (en %) de la Valeur Ajoutée des hydrocarbures sur la période 2000-2019.



En 2019, les valeurs nominales des exportations d'hydrocarbures sont en baisse. Ainsi, les exportations sont évaluées à 33,2 milliards de dollars en 2019 contre 39,0 milliards de dollars en 2018 soit une baisse de 14,9% en dollars courants.

Le prix moyen du brut algérien passe de 70,9 \$ par baril en 2018 à 64,7 \$ par baril en 2019 soit une baisse du prix du baril de 8,7 %.

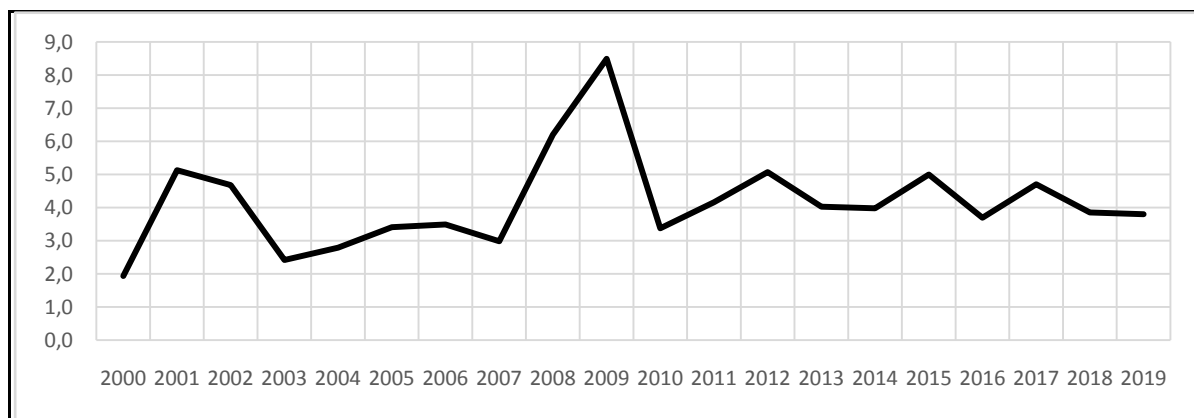
En volume et aux prix de l'année précédente, les exportations d'hydrocarbures baissent de 5,8% en 2019 après avoir enregistré une baisse 8,3% en 2018.

I.3 L'industrie

La valeur ajoutée industrielle a été évaluée à 1165,7 milliards de DA en 2019 contre 1109,4 milliards de DA en 2018, soit un accroissement en termes nominaux de 5,0%.

En volume, la croissance industrielle en 2019 est similaire à celle de l'année 2018 soit 3,8% en 2019 contre 3,9% en 2018 dans un contexte qui demeure similaire à celui des années précédentes.

Evolution du taux d'accroissement en volume (en %) de la Valeur de l'industrie sur la période 2000-2019.



I.4 Le Bâtiment et travaux publics et hydraulique (BTPH)

En 2019, le secteur du BTPH y compris les services et travaux publics pétroliers croît à un taux de 3,8% par rapport à 2018. Désormais, le secteur du BTPH semble se stabiliser autour de son évolution « naturelle » après une forte croissance durant une décennie adossée à un investissement public important.

Le secteur des services et travaux publics pétroliers, après les bonnes performances enregistrées en 2017 avec 5,4% de croissance en volume, voit sa croissance ralentir en 2018 et 2019 avec des taux de croissance respectifs de 2,6% et 1,7%, ce qui d'une certaine manière semble cohérent avec les chutes d'activités dans le secteur des hydrocarbures en 2018 et 2019.

I.5 Les services marchands

Le secteur des services marchands demeure un moteur important de la croissance. Il constitue une composante importante des activités de la sphère réelle du fait de sa présence à l'amont et à l'aval de toute activité économique. Cette position privilégiée lui confère un dynamisme puissant qui soutient fortement la croissance mais le fait dépendre également du comportement des secteurs d'activité.

Ainsi, dans les périodes de croissance notamment la période 2007-2014, le secteur des services marchands a pu réaliser un taux de croissance moyen annuel de 8,0%. Cette forte croissance a commencé à s'infléchir dès 2015 avec une croissance en volume de 5,4% du fait du ralentissement du rythme de croissance de certains secteurs d'activité et de la baisse des importations de marchandises.

Cette tendance à la baisse d'activité s'est accentuée en 2016 puisque le secteur n'enregistre que 2,8% de croissance. En 2017, le secteur semble renouer de nouveau avec une croissance plus importante de 3,7% qui s'est répétée en 2018 avec 3,6% et 3,0% en 2019.

I.6 Les services non marchands

Les « services non marchands » sont pour l'essentiel constitués des services des Administrations Publiques et évoluent à un taux de croissance de 1,8% en 2019 contre 2,8% en 2018, 0,5% en 2017 et 1,8% en 2016.

Il semble évident que cette croissance modérée des services des administrations publiques est consécutive à la baisse des recettes de L'Etat constituées en grande partie de la fiscalité sur les hydrocarbures (fiscalité pétrolière) ce qui n'a pas été sans conséquences sur la situation de l'emploi dans certains secteurs de la fonction publique.

Par ailleurs, les impératifs d'ajustement budgétaire ont conduit à une baisse des dépenses publiques et donc une baisse de l'activité des administrations publiques même si en 2018 la croissance a été plus importante.

II. Évolution de la demande finale en 2019

La consommation finale totale se composant de la consommation finale des ménages et celle des administrations publiques évolue à un taux de croissance de 2,0% en 2019 contre 2,7% en 2018 et 2,2% en 2017. Cette dernière est tirée par la consommation des ménages qui évolue à un taux de croissance de 2,1% en 2019 alors que celle des administrations publiques connaît un taux de croissance de 1,9%.

II.1 La consommation Finale des ménages

La Consommation Finale des Ménages (CFM) en 2019 s'est légèrement ralentie avec un accroissement de 2,1% contre 2,8% en 2018 mais demeure en retrait par rapport à l'année 2016 qui affichait un taux de croissance de 3,3%. Les ménages ont réduit effectivement leur consommation en 2019 et sont de plus en plus confrontés à des problèmes d'arbitrage entre l'épargne et la consommation. En 2019 malgré le ralentissement du rythme d'évolution du déflateur de la consommation, les ménages font des anticipations d'augmentation des prix et de ce fait réduisent leur consommation pour épargner pour les prochaines périodes.

II.2 L'investissement

En 2019, l'évolution en volume de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est de 1,0% contre 3,1% en 2018. En valeurs nominales, la FBCF baisse de 3,7% et s'établit à 7904,6 milliards de DA en 2019 contre 8211,3 milliards de DA en 2018.

Le taux d'accumulation de l'économie demeure important en 2019, car la part de la FBCF dans le PIB est de 38,7%. Ce ratio révèle un effort d'investissement encore important mais qui est encore un investissement d'infrastructures et qui demeure le fait de l'Etat.

III Les échanges extérieurs de marchandises

Les importations de biens et services connaissent des baisses en volume de 6,9% en 2019 et 3,8% en 2018. Les exportations de biens et services connaissent une baisse de 6,1% en 2019 par rapport à 2018.

La configuration de l'année 2019 n'a pas conduit à réduire le déficit extérieur sur notamment la balance en biens et services malgré les efforts importants de réduction des importations qui s'avèrent insuffisants du fait de la baisse en valeurs nominales des exportations d'hydrocarbures suite à la baisse des prix internationaux.

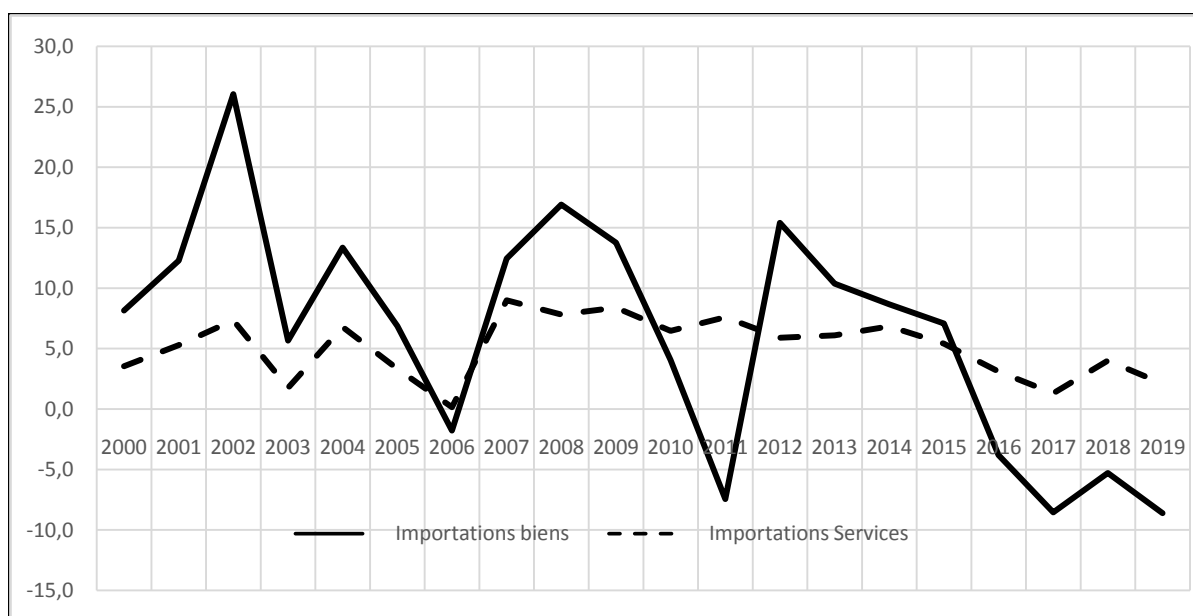
Les évolutions en volume en (%) des importations de marchandises par groupes de produits se présentent comme

suit :

	Intitulés des groupes de produits	Δ 2019/2018 en%
CTCI 0	Produits alimentaires et animaux vivants,	-6,3
CTCI 1	Boissons et tabacs,	10,3
CTCI 2	Matières brutes non comestibles, sauf carburants,	29,2
CTCI 3	Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes,	38,1
CTCI 4	Huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale,	7,4
CTCI 5	Produits chimiques et produits connexes, nda,	2,0
CTCI 6	Articles manufacturés,	-1,1
CTCI 7	Machines & Matériel de transport,	-24,7
CTCI 8	Articles manufacturés divers.	5,2
	Total	-8,2

Ces évolutions sont à l'évidence très contrastées mais dénotent cependant les efforts de réduction du niveau d'importations mais également la difficulté à réduire notre dépendance aux importations.

Evolution du taux de croissance des importations de biens et services (en %)



Concernant la demande externe, il faut noter que la variation du volume des exportations de biens et services s'est de nouveau dégradée en 2019 par rapport à 2018. Ainsi, elle passe de -3,7% en 2018 à -6,1% en 2019. Cette baisse intervient après une forte augmentation en volume des exportations en 2016 de près de 6,3% qui avait semblé marquer la rupture avec les baisses successives enregistrées depuis 2007.

Les exportations hors hydrocarbures demeurent marginales dans les exportations totales puisqu'elles ne représentent que 7,2% des exportations totales de biens en 2019. L'augmentation de la part des exportations hors hydrocarbures est un effet purement mécanique du à la baisse en valeurs nominales des exportations d'hydrocarbures. Les exportations de services après la forte augmentation de 2018 sont en baisse de 6,5% en 2019. A l'évidence les importations de services pèsent sur nos équilibres extérieurs puisqu'elles représentent 4,5% du PIB alors que les exportations de services ne sont qu'à près de 1,9% du PIB et que leur croissance même ralentie demeure positive.

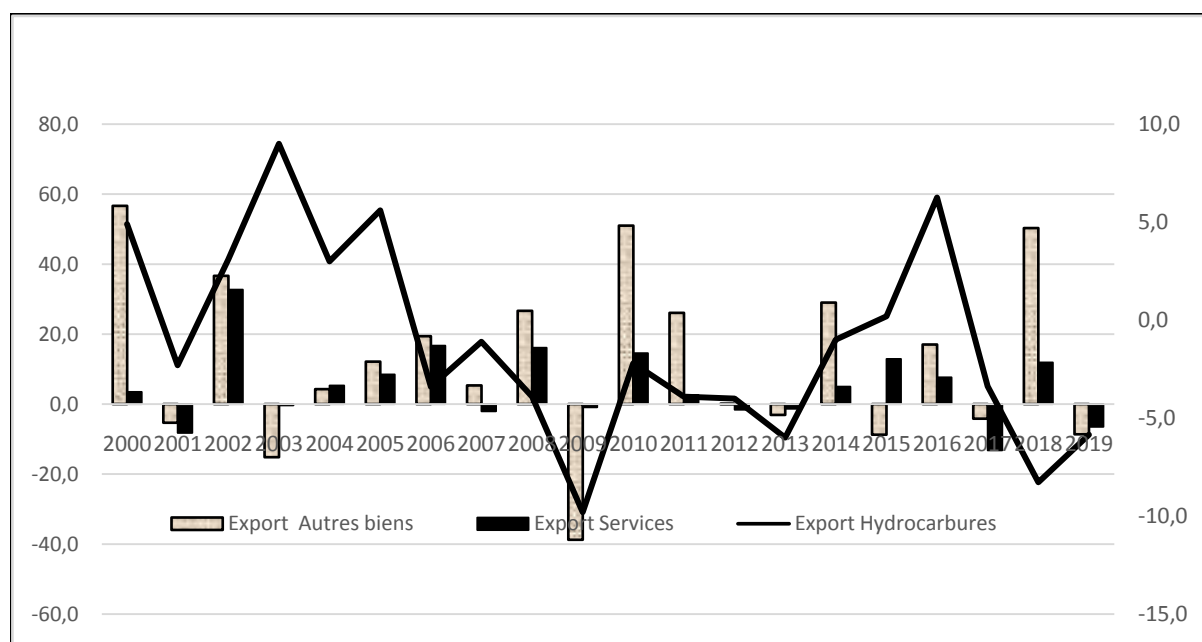
Dans les tableaux ci-dessous, sont présentés les principales tendances des exportations de biens et services avec un examen détaillé des exportations d'hydrocarbures.

	Valeurs en 10*9 DA		Structure en %		Accroissements 2019/2018	
	2018	2019	2018	2019	valeur	volume
Exportations des Hydrocarbures	4548,1	3961,0	86,2	85,1	-12,9	-5,8
Exportations autres biens	341,2	308,0	6,5	6,6	-9,7	-8,6
Exportations services	384,7	387,6	7,3	8,3	0,8	-6,5
Total exportations biens & services	5274,0	4656,6	100,0	100,0	-11,7	-6,1

Par produit, les quantités d'hydrocarbures exportées se présentent comme suit :

Produits exportés	Unité de mesure	2016	2017	2018	2019	Δ 2019/2018 en%
Pétrole brut et condensat	10 ⁶ Tonnes	30,4	28,9	26	26,6	2,3
Produits raffinés	10 ⁶ Tonnes	15,9	15,6	14,3	13,7	-4,2
GPL	10 ⁶ Tonnes	7,3	6,9	6,6	6,3	-4,5
GNL	10 ⁹ M ³ GN	15,6	16,5	13,6	16,6	22,1
Gaz naturel	10 ⁹ M ³ GN	38,9	38,1	38,5	26,7	-30,6

Evolution en volume des exportations de biens et services (en %)
Echelle de gauche : Autres biens et services. Echelle de droite : Hydrocarbures



Partage volume Prix du PIB optique Production 2016 à 2019

Valeurs= Milliards de DA ; Volume= variation en % ; Prix= variation en %

NSA	Intitulés des NSA	2016			2017			2018			2019		
		Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
1	Agriculture, sylviculture et pêche	2140,3	1,8	8,7	2219,1	0,6	3,0	2421,6	3,5	5,4	2529,1	2,7	1,7
2	Eau et Energie	178,5	4,4	10,7	199,1	7,7	3,6	208,0	3,2	1,2	228,5	5,0	4,6
3	Hydrocarbures	3025,6	7,7	-10,4	3699,7	-2,4	25,3	4548,8	-6,4	31,4	3990,4	-4,9	-7,8
4	Services et Travaux Publics Pétroliers	79,2	3,2	33,8	86,3	5,4	3,4	92,5	2,6	4,4	91,6	1,7	-2,6
5	Mines et carrières	28,4	1,3	6,5	26,3	-6,1	-1,3	34,4	18,1	10,5	33,1	-0,2	-3,6
6	ISMMEE	118,8	0,7	-6,1	120,8	-0,3	2,1	115,2	1,7	-6,2	140,9	15,4	6,0
7	Matériaux de Construction	115,5	6,0	-0,1	121,2	7,4	-2,3	126,2	3,4	0,7	117,0	-1,3	-6,1
8	BTPH	1993,7	5,1	2,0	2117,4	4,6	1,5	2254,1	5,3	1,1	2400,4	3,9	2,5
9	Chimie, Plastiques, Caoutchouc	73,3	3,7	-0,3	73,6	1,6	-1,2	90,4	5,8	16,1	91,4	1,1	-0,1
10	Industries Agro-alimentaires	381,6	5,2	1,9	407,5	5,2	1,4	433,4	3,7	2,6	444,7	2,5	0,1
11	Textiles, confection, bonnèterie	17,4	0,5	9,8	20,1	10,9	3,9	21,2	1,9	3,4	24,6	4,3	11,3
12	Cuirs et Chaussures	2,8	0,1	-4,4	2,9	-1,9	2,5	3,1	5,9	2,0	3,3	5,3	1,2
13	Bois, Papiers et lièges	22,4	11,9	-2,0	25,2	10,0	2,5	28,0	6,5	4,2	29,4	1,0	3,8
14	Industries diverses	40,5	-11,7	21,2	44,0	1,6	7,1	49,5	2,8	9,4	52,9	5,4	1,4
15	Transport et communications	1800,4	3,8	4,1	1973,0	3,9	5,4	2157,1	5,1	4,1	2244,9	3,7	0,3
16	Commerce	2341,3	1,8	1,8	2412,8	3,5	-0,4	2493,0	2,6	0,7	2445,8	2,7	-4,5
17	Hôtels-café-restaurants	240,4	1,3	11,5	269,4	1,8	10,1	279,4	2,3	1,4	304,2	-2,0	11,1
18	Services fournis aux entreprises	228,9	2,2	5,1	247,9	2,7	5,5	264,9	1,8	5,0	281,2	2,4	3,7
19	Services fournis aux ménages	230,3	6,9	6,4	260,4	7,1	5,6	285,0	4,9	4,3	307,8	5,9	2,0
Total Sphère réelle		13059,4	4,3	0,5	14326,7	2,0	7,6	15905,6	1,3	9,6	15761,0	0,9	-1,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée		1006,2	-1,2	8,0	1112,7	-0,7	11,4	1219,7	-0,1	9,7	1259,1	-1,9	5,3
Droits et taxes à l'importation		389,4	-8,4	3,4	364,8	-12,2	6,7	324,2	-12,0	1,0	355,4	-1,8	11,6
La Production Intérieure brute		14455,0	3,5	1,1	15804,2	1,4	7,8	17449,5	0,9	9,5	17375,5	0,6	-1,0
20	Banques et entreprises d'assurance	587,6	4,0	11,0	655,1	4,9	-1,7	703,9	6,0	1,4	690,5	5,4	-6,9
21	Affaires Immobilières	125,5	4,8	1,9	133,1	4,4	1,7	140,8	3,7	2,0	149,9	3,0	3,4
22	Services non marchands fournis à la collectivité	3031,6	1,6	3,5	3040,1	0,2	0,1	2971,9	2,7	-4,8	3020,5	1,7	-0,1
Total Sphère non productive		3792,2	2,1	4,5	3828,2	1,1	-0,2	3816,6	3,3	-3,5	3860,9	2,4	-1,2
Ajustement PISB		522,6	4,0	9,1	550,2	5,0	0,2	601,0	6,3	2,8	591,6	5,6	-6,8
Ajustement services Non marchands		210,0	1,6	6,0	206,1	0,2	-2,1	212,8	2,7	0,6	216,4	1,7	0,0
Le Produit Intérieur Brut		17514,6	3,2	1,5	18876,2	1,3	6,4	20452,3	1,2	7,1	20428,3	0,8	-0,9

Partage volume Prix du PIB optique Production par grands secteurs d'activité 2016 à 2019

Valeurs= Milliards de DA ; Volume= variation en % ; Prix= variation en %

Intitulés des secteurs	2016			2017			2018			2019		
	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
Agriculture, sylviculture et pêche	2140,3	1,8	8,7	2219,1	0,6	3,0	2421,6	3,5	5,4	2529,1	2,7	1,7
Hydrocarbures	3025,6	7,7	-10,4	3699,7	-2,4	25,3	4548,8	-6,4	31,4	3990,4	-4,9	-7,8
Industries	979,3	3,7	2,7	1040,8	4,7	1,5	1109,4	3,9	2,6	1165,7	3,8	1,2
BTPH y compris STPP	2072,9	5,0	3,0	2203,7	4,6	1,6	2346,6	5,2	1,3	2492,0	3,8	2,3
Services Marchands	4841,3	2,8	3,5	5163,5	3,7	2,8	5479,4	3,6	2,4	5583,9	3,0	-1,1
Total Sphère Réelle	13059,4	4,3	0,5	14326,7	2,0	7,6	15905,6	1,3	9,6	15761,0	0,9	-1,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée	1006,2	-1,2	8,0	1112,7	-0,7	11,4	1219,7	-0,1	9,7	1259,1	-1,9	5,3
Droits et taxes à l'importation	389,4	-8,4	3,4	364,8	-12,2	6,7	324,2	-12,0	1,0	355,4	-1,8	11,6
La Production Intérieure brute	14455,0	3,5	1,1	15804,2	1,4	7,8	17449,5	0,9	9,5	17375,5	0,6	-1,0
Services non marchands	3059,6	1,8	3,6	3072,0	0,5	-0,1	3002,8	2,8	-4,9	3052,8	1,8	-0,2
Le Produit Intérieur Brut	17514,6	3,2	1,5	18876,2	1,3	6,4	20452,3	1,2	7,1	20428,3	0,8	-0,9
Le Produit Intérieur Brut HH	14489,0	2,2	4,4	15176,5	2,0	2,6	15903,6	3,0	1,7	16438,0	2,4	0,9
Le Produit Intérieur Brut Hors Agriculture	15374,3	3,4	0,6	16657,1	1,4	6,9	18030,8	0,9	7,3	17899,3	0,6	-1,3
Le Produit Intérieur Brut HH & HA	12348,7	2,3	3,7	12957,5	2,3	2,6	13482,0	2,9	1,1	13908,9	2,4	0,8

Partage volume Prix du PIB optique dépenses 2016 à 2019

	2016			2017			2018			2019		
	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
Le Produit Intérieur Brut-PIB	17514,6	3,2	1,5	18876,2	1,3	6,4	20452,3	1,2	7,1	20428,3	0,8	-0,9
Importations	6139,4	-2,8	3,5	6170,5	-7,1	8,1	6567,6	-3,8	10,6	5971,6	-6,9	-2,4
Importations biens	5206,9	-3,8	3,3	5180,6	-8,6	8,8	5490,3	-5,3	11,9	5062,3	-8,6	0,9
Importations Services	932,6	3,1	4,7	989,8	1,3	4,8	1077,3	4,0	4,7	909,2	2,1	-17,3
Total Ressources	23654,1	1,6	2,0	25046,6	-0,9	6,8	27019,9	0,0	7,9	26399,9	-1,1	-1,2
Dépense intérieure Brute	19998,3	0,5	5,0	20774,5	-0,2	4,1	21745,9	0,7	3,9	21743,4	0,2	-0,2
Consommation Finale	11104,8	2,6	3,5	11611,3	2,2	2,4	12076,3	2,7	1,3	12348,2	2,0	0,2
Consommation Finale des Ménages	7446,0	3,3	5,2	8034,2	1,8	5,9	8568,3	2,8	3,7	8886,4	2,1	1,6
Consommation Finale des Administrations Publiques	3658,8	1,3	0,2	3577,1	2,8	-4,9	3508,1	2,3	-4,1	3461,8	1,9	-3,2
Accumulation Brute	8893,5			9163,2			9669,6			9395,2		
FBCF	7544,3	3,5	3,2	7698,0	3,4	-1,3	8211,3	3,1	3,5	7904,6	1,0	-4,7
Variation des Stocks	1349,2			1465,2			1458,3			1490,6		
Exportations	3655,7	6,9	-11,7	4272,1	-4,4	22,3	5274,0	-3,7	28,2	4656,5	-6,1	-6,0
Exportations des Hydrocarbures	3080,0	6,3	-13,2	3714,1	-3,4	24,8	4548,1	-8,3	33,5	3961,0	-5,8	-7,5
Exportations autres biens	197,7	17,0	-14,6	214,2	-4,2	13,1	341,2	50,3	6,0	308,0	-8,6	-1,2
Exportations services	378,0	7,6	4,7	343,8	-13,2	4,8	384,7	11,9	0,0	387,6	-6,5	7,7
Total emplois	23654,1	1,6	2,0	25046,6	-0,9	6,8	27019,9	0,0	7,9	26399,9	-1,1	-1,2

Quelques éléments de méthode

Le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) recommande fortement au niveau de son chapitre XVI la tenue d'une comptabilité à prix constants. Autrement dit, de procéder au partage « **volume-prix** » des valeurs courantes.

Ce partage volume-prix est indispensable, notamment dans un contexte d'inflation, pour neutraliser les effets prix sur les valeurs et mettre en évidence l'évolution des volumes.

En sus de l'avantage lié à l'évaluation des volumes et in fine des croissances sectorielles et globale, le SCN note que la partage volume-prix « permet de procéder à un contrôle global de la cohérence numérique et de la fiabilité de l'ensemble des mesures » (SCN 1993, 16.4)

Toutefois, il n'est pas aisé de procéder au partage volume-prix pour l'ensemble des opérations économiques. En effet, la réalisation du partage volume-prix des opérations de répartition et les opérations financières est complexe. Dans la quasi-totalité des cas, ce partage se fait pour les opérations sur les biens et services (production, consommations intermédiaires, consommation finale, FBCF, importations, exportations).

C'est la raison pour laquelle nous avons effectué ce partage volume-prix pour le Produit Intérieur Brut (PIB) dans ses optiques production et dépenses.

Nous rappelons que le PIB dans son optique production se présente comme suit :

$$\text{PIB} = \sum \text{VA} + \text{TVA} + \text{Droits et taxes à l'importation}$$

Dans son optique dépense le PIB = Consommation Finale des Ménages + Consommation Finale des Administrations Publiques + Formation Brute du Capital Fixe + Δ Stocks + Exportations – Importations

Finalement, le partage volume-prix concerne l'ensemble des composantes du PIB (les valeurs ajoutées de l'ensemble des branches de l'économie et les opérations sur les biens et services).

Cette double évaluation du PIB moyennant des arbitrages et un calage, fournit plus de robustesse au partage volume-prix.

Bien évidemment, ce travail exige la disponibilité d'une batterie cohérente et intégrée d'indicateurs de volume et de prix et ce, pour l'ensemble des branches de l'économie nationale et l'ensemble des opérations sur biens et services. Une partie importante de cette batterie d'indicateurs infra annuels est produite par l'ONS. On peut citer l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), l'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI), l'Indice des Valeurs Unitaires (IVU) à l'importation de marchandises, l'Indice de la Production produits par les secteurs ou élaborés par l'ONS à travers les statistiques de base émanant des secteurs (Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Énergie et des Mines, Ministère des Transports, Ministère de l'Habitat,...etc.).

Signalant au passage que la notion du volume est sensiblement différente de celle des quantités, puisque dans l'évaluation de la variation de l'indice volume, l'"effet qualité" est pris en charge, ce qui n'est pas le cas dans les indices quantités.

Enfin, il y a lieu de noter que pour chaque exercice (n), les évaluations de la variation des volumes et des prix ont été réalisées par rapport à l'exercice (n-1) et non pas par rapport à une année de base fixée. Sur cet aspect, le SCN note « *Les variations du volume du PIB sont toujours élaborées en recalculant les valeurs des différentes composantes du PIB à prix constants, soit de l'année précédente, soit d'une quelconque année de base fixe. On désigne donc fréquemment la mesure en volume du PIB comme étant le "PIB à prix constants* »